

**Germany
and
Niger**

Exchange of notes constituting an arrangement between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Niger concerning the legal status of personnel of the Federal Armed Forces (Bundeswehr) that are to be temporarily stationed on the territory of the Republic of Niger. Niamey, 22 July 2016 and 2 September 2016

Entry into force: *2 September 2016 by the exchange of the said notes, in accordance with their provisions*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 10 November 2016*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Allemagne
et
Niger**

Échange de notes constituant un accord entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République du Niger relatif au statut juridique du personnel des Forces armées fédérales (Bundeswehr) stationné temporairement sur le territoire national de la République du Niger. Niamey, 22 juillet 2016 et 2 septembre 2016

Entrée en vigueur : *2 septembre 2016 par l'échange desdites notes, conformément à leurs dispositions*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Allemagne, 10 novembre 2016*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

I

L'AMBASSADEUR
DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
N° : Pol 321.00

Niamey, le 22 juillet 2016

Monsieur le Ministre,

Au nom de la République fédérale d'Allemagne, j'ai l'honneur de vous proposer l'accord suivant relatif au statut du personnel de la Bundeswehr qui sera stationné temporairement sur le territoire de la République du Niger avec le consentement du Gouvernement de la République du Niger dans le cadre des efforts de paix de la communauté internationale en République du Mali :

1. Le contingent militaire allemand comprend les éléments suivants :
 - a) jusqu'à quatre aéronefs « Transall C 160 »,
 - b) un aéronef « Airbus A 310 » et
 - c) jusqu'à 200 membres militaires ou civils de la Bundeswehr – ci-après dénommés le « personnel militaire allemand ».

2. Le gouvernement de la République du Niger autorise l'atterrissage et le décollage des aéronefs allemands sur le territoire de la République du Niger ainsi que le survol de l'espace aérien national. Les vols sont destinés au transport de personnels et matériels – y compris armes et munitions – en vue de soutenir les efforts de paix entrepris par la communauté internationale en République du Mali ainsi que les opérations françaises menées en Afrique de l'Ouest.

3. En ce qui concerne le statut du personnel militaire allemand, les dispositions suivantes s'appliquent :
- a) Le personnel militaire allemand bénéficie de la libre entrée, de la libre sortie et de la liberté de circulation en République du Niger, sous réserve des dispositions suivantes :
 - Le gouvernement de la République du Niger facilite l'entrée sur son territoire et la sortie de celui-ci au personnel militaire allemand sous réserve qu'il soit porteur d'une carte d'identité militaire ou professionnelle ou d'un passeport en cours de validité.
 - Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne communique au préalable au gouvernement de la République du Niger la liste du personnel militaire allemand dont l'entrée s'effectuera conformément aux textes en vigueur en la matière en République du Niger.
 - Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne veille à ce que le personnel militaire allemand quitte la République du Niger une fois sa mission terminée, sauf disposition contraire convenue avec le gouvernement de la République du Niger.
 - b) Pendant la durée de leur séjour sur le territoire de la République du Niger, le personnel militaire allemand est tenu de se conformer aux lois et usages qui y sont en vigueur et de s'abstenir de toute action ou activité incompatible avec le présent accord.
 - c) Pendant la durée de sa présence sur le territoire de la République du Niger, le personnel militaire allemand bénéficie à l'égard de la partie nigérienne des

immunités et privilèges identiques à ceux accordés aux experts en mission par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946. Il ne peut en particulier faire l'objet d'aucune forme d'arrestation ou de détention. Il jouit notamment de l'immunité de la juridiction pénale de la République du Niger sauf renonciation expresse de la République fédérale d'Allemagne.

- d) En cas de crime ou de délits flagrants, le personnel militaire allemand justifie de son identité à la demande des autorités nigériennes. Les autorités de la République fédérale d'Allemagne sont immédiatement informées et prennent dans les plus brefs délais les mesures nécessaires pour prendre en charge le personnel militaire allemand concerné. En cas d'infraction au droit pénal de la République du Niger, les autorités nigériennes compétentes rassemblent les éléments de preuve qu'elles mettent à la disposition du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne à des fins de poursuites éventuelles par les autorités judiciaires allemandes. Les autorités de la République du Niger sont régulièrement tenues informées du déroulement de l'action judiciaire engagée.
 - e) Les dispositions mentionnées au paragraphe 3 lettres a à d s'appliquent également aux ressortissants allemands qui, en leur qualité de membres d'entreprises civiles, fournissent des prestations exclusivement destinées au contingent militaire allemand.
 - f) Le personnel militaire allemand est autorisé à porter l'uniforme et à se munir d'armes et de munitions dans la mesure où cela est nécessaire à l'exercice de la mission officielle et répond aux ordres de service des autorités militaires allemandes:
4. Le gouvernement de la République du Niger et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne renoncent à toute demande d'indemnité à l'encontre de l'autre

Partie pour les dommages causés à leurs biens ou pour la mort ou les blessures subies par des membres de l'une des deux Parties dans le cadre des activités objet du présent accord ou par suite d'autres actes ou omissions relevant de la responsabilité juridique de l'une ou l'autre des Parties. Les dispositions précédentes ne s'appliquent cependant pas aux demandes d'indemnité liées à un acte intentionnel.

5. Les demandes d'indemnité justifiées de tiers qui ne sont pas liées à l'application d'un contrat et qui résultent de tout acte ou omission commis par le personnel militaire allemand dans l'exercice de ses fonctions officielles ou de tout autre acte, omission ou événement dont le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est juridiquement responsable, sont réglées par le gouvernement de la République du Niger dans les conditions qui s'appliqueraient dans un cas analogue aux forces armées de la République du Niger. Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne rembourse au gouvernement de la République du Niger les prestations d'indemnisation payées à ce titre.
6. Les importations et réexportations de matériels, équipements, munitions, ravitaillement et approvisionnements du personnel militaire allemand sont effectuées dans le respect des procédures en vigueur sur le territoire de la République du Niger. Les achats des biens et services effectués par ou pour le personnel militaire allemand sur le territoire de la République du Niger sont exonérés de tous impôts ou taxes à l'exception de la redevance statistique et des prélèvements communautaires de solidarité (l'UEMOA et CEDEAO).
7. Le personnel militaire allemand est autorisé à mettre en œuvre les équipements et engins apportés en République du Niger – y compris les véhicules immatriculés en Allemagne – dans la mesure où la législation allemande le lui permet. Le personnel militaire allemand est autorisé à mettre en œuvre ses propres systèmes de télécommunications à titre gratuit dans le cadre des radiofréquences assignées par les

autorités compétentes de la République du Niger. En cas de brouillage mutuel, les autorités compétentes de la République du Niger prennent les mesures correctrices appropriées.

8. À la demande du personnel militaire allemand et conformément aux besoins de celui-ci, le gouvernement de la République du Niger lui apporte son soutien logistique, santé et autre contre remboursement des coûts associés. La forme d'une telle demande, le volume des prestations à fournir et les dispositions financières qui y sont liées seront définis dans un document séparé.

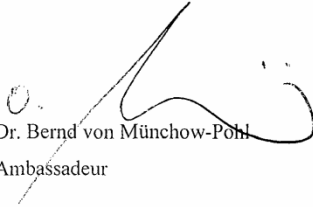
Le gouvernement de la République du Niger met des terrains et surfaces dont il a la propriété à disposition pour l'usage gratuit par le personnel militaire allemand. Si le personnel militaire allemand réalise des travaux sur ces terrains et surfaces, ils resteront la propriété de la République du Niger à la fin de la mission du personnel militaire allemand selon les modalités convenues entre les deux pays.

Le personnel militaire allemand est par ailleurs autorisé à conclure les contrats nécessaires avec des individus ou des entreprises en République du Niger en conformité avec les textes en vigueur.

9. Tout différend entre les deux Parties concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent accord est réglé exclusivement par voie de consultation ou de négociation entre les deux Parties.
10. Le présent accord peut être amendé par écrit d'un commun accord entre les deux Parties.
11. Le présent accord prendra fin dès que les Parties en auront convenu par écrit.
12. Le présent accord est conclu en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Si le gouvernement de la République du Niger déclare accepter les propositions formulées aux paragraphes 1 à 12 ci-dessus, la présente note et la note de réponse de Votre Excellence exprimant l'accord de votre gouvernement constitueront un accord entre nos deux gouvernements qui entrera en vigueur à la date de votre note de réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.



Dr. Bernd von Münchow-Pohl
Ambassadeur

II

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION
AFRICAINNE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR

DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET CONSULAIRES

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

DIVISION JURIDIQUE BILATERALE

Niamey, le 02 SEPT 2016

LE MINISTRE

A

Monsieur l'Ambassadeur de la
République Fédérale d'Allemagne

Niamey

009035

N° _____/MAE/C/IA/NE/DGAJ/C/DAJ/BILI

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° . Pol 321.00 du 22 juillet 2016
ainsi libellé .

[Voir lettre I]

Les propositions qui précèdent rencontrent l'agrément du Gouvernement de la
République du Niger et que la lettre susvisée et la présente constituent un Accord entre les
Gouvernements allemand et nigérien. Cet Accord entrera en vigueur dès la réception de la
présente note.



IBRAHIM YACOUBOU

I

DER BOTSCHAFTER
DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

Gz.: Pol 321.00

Niamey, den 22. Juli 2016

Herr Minister,

ich beehre mich, Ihnen im Namen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland folgende Vereinbarung über den Rechtsstatus des Bundeswehrpersonals, das mit Zustimmung der Regierung der Republik Niger im Zusammenhang mit den internationalen Friedensbemühungen in der Republik Mali vorübergehend in dem Hoheitsgebiet der Republik Niger stationiert sein wird, vorzuschlagen:

1. Das deutsche militärische Kontingent umfasst:
 - a) bis zu vier Luftfahrzeuge „C 160 Transall“,
 - b) ein Luftfahrzeug „Airbus A 310“ und
 - c) bis zu 200 militärische oder zivile Angehörige der Bundeswehr - im Folgenden als „deutsches Militärpersonal“ bezeichnet.

2. Die Regierung der Republik Niger gestattet den deutschen Luftfahrzeugen den Einflug und Ausflug in und aus dem Hoheitsgebiet der Republik Niger sowie den Überflug des nationalen Luftraums. Zweck der Flüge ist der Transport von Personal und Material einschließlich Waffen und Munition - zur Unterstützung der internationalen Friedensbemühungen in der Republik Mali sowie der französischen Operationen in der Region Westafrika.

3. Hinsichtlich des Rechtsstatus des deutschen Militärpersonals gelten die folgenden Bestimmungen:

a) Deutschem Militärpersonal wird die freie Einreise in die sowie freie Ausreise aus und Bewegungsfreiheit innerhalb der Republik Niger unter Beachtung der folgenden Regelungen gewährt:

- Die Regierung der Republik Niger erleichtert deutschem Militärpersonal die Einreise in ihr und die Ausreise aus ihrem Staatsgebiet, sofern die Betroffenen einen gültigen Truppenausweis, Dienstaussweis oder Reisepass mitführen.
- Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland übermittelt jeweils im Voraus der Regierung der Republik Niger die Liste des deutschen Militärpersonals, das gemäß den in der Republik Niger geltenden Bestimmungen einreisen wird
- Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland stellt sicher, dass das deutsche Militärpersonal die Republik Niger nach Beendigung seines dienstlichen Auftrags verlässt, sofern mit der Regierung der Republik Niger nichts anderes vereinbart wurde.

b) Während seines Aufenthaltes auf dem Staatsgebiet der Republik Niger ist das deutsche Militärpersonal verpflichtet, die dort geltenden Gesetze und Gepflogenheiten zu achten und sich jeder Handlung oder Tätigkeit zu enthalten, die im Widerspruch zu dieser Vereinbarung steht.

c) Während seines Aufenthaltes in dem Hoheitsgebiet der Republik Niger genießt das deutsche Militärpersonal gegenüber der nigrischen Seite die gleichen Immunitäten und Vorrechte, wie sie das Übereinkommen vom 13. Februar 1946 über die Vorrechte und Immunitäten der Vereinten Nationen den eingesetzten Experten

zugesteht. Es unterliegt vor allem keiner Festnahme oder Haft irgendwelcher Art. Es genießt insbesondere Immunität von der Gerichtsbarkeit der Republik Niger, sofern die Bundesrepublik Deutschland nicht ausdrücklich darauf verzichtet.

- d) Im Falle eines offenkundigen Vergehens oder Verbrechens ist das deutsche Militärpersonal verpflichtet, sich auf Ersuchen der Behörden der Republik Niger auszuweisen. Die Behörden der Bundesrepublik Deutschland werden umgehend informiert und treffen so schnell wie möglich die notwendigen Maßnahmen für die Aufnahme des betroffenen deutschen Militärpersonals. Bei einem Verstoß gegen das Strafrecht der Republik Niger sammeln deren zuständige Behörden die Beweismittel und stellen diese der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für eine eventuelle Aufnahme der Strafverfolgung durch die Justizbehörden der Bundesrepublik Deutschland zur Verfügung. Die Behörden der Republik Niger werden regelmäßig über den Verlauf des eingeleiteten Strafverfahrens informiert.
- e) Die unter Nummer 3 Buchstaben a bis d genannten Bestimmungen finden auch Anwendung auf deutsche Staatsangehörige, die als Personal ziviler Firmen Dienstleistungen ausschließlich für das deutsche militärische Kontingent erbringen.
- f) Das deutsche Militärpersonal ist berechtigt, Uniform zu tragen sowie Waffen und Munition mitzuführen, soweit dies im Rahmen des dienstlichen Auftrags erforderlich und von deutschen Militärbehörden dienstlich befohlen worden ist
4. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland und die Regierung der Republik Niger verzichten auf sämtliche Ansprüche gegeneinander, die aufgrund von Sachbeschädigungen oder aufgrund des Todes oder von Verletzungen von Angehörigen einer der beiden Vertragsparteien im Zuge der in dieser Vereinbarung genannten Tätigkeiten oder aufgrund anderer Handlungen oder Unterlassungen entstanden sind, für die eine der beiden Vertragsparteien rechtlich verantwortlich ist.

Von diesem Anspruchsverzicht ausgenommen sind allerdings Ansprüche, die auf vorsätzlichem Handeln beruhen.

5. Begründete Ansprüche Dritter, bei denen es sich nicht um vertragliche Ansprüche handelt und die aufgrund von Handlungen oder Unterlassungen entstehen, die das deutsche Militärpersonal in Ausübung seiner Dienstpflichten begangen hat oder die aus sonstigen diesbezüglichen Handlungen, Unterlassungen oder Ereignissen resultieren, für welche die Regierung der Bundesrepublik Deutschland rechtlich verantwortlich ist, gleicht die Regierung der Republik Niger nach den Maßgaben aus, die insoweit für die Streitkräfte der Republik Niger Anwendung finden würden. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland ersetzt der Regierung der Republik Niger die zum Ausgleich aufgewendeten finanziellen Leistungen.

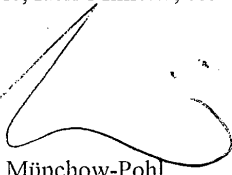
6. Die Einfuhr und Wiederausfuhr von Material, Gerät, Ausrüstungsgegenständen, Munition sowie Nachschub- und Versorgungsgütern für das deutsche Militärpersonal erfolgt unter Einhaltung der in dem Hoheitsgebiet der Republik Niger geltenden Verfahren. Der Erwerb von Gütern und Dienstleistungen durch oder für das deutsche Militärpersonal in dem Hoheitsgebiet der Republik Niger unterliegt keinen Steuern oder Abgaben - mit Ausnahme der Statistikabgabe und der Solidaritätsabgaben für UEMOA und ECOWAS.

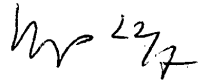
7. Das deutsche Militärpersonal darf die in die Republik Niger gebrachten Ausrüstungsgegenstände und Maschinen - einschließlich Kraftfahrzeuge mit deutschen Kennzeichen - betreiben und bedienen, sofern es nach deutschem Recht dazu befugt ist. Dem deutschen Militärpersonal wird der kostenlose Betrieb eigener Telekommunikationssysteme innerhalb der von den zuständigen Behörden der Republik Niger gestatteten Funkfrequenzzuteilung gestattet. Im Falle einer gegenseitigen Störung schaffen die zuständigen Behörden der Republik Niger Abhilfe.

8. Die Regierung der Republik Niger leistet dem deutschen Militärpersonal auf dessen Antrag und nach dessen Bedarf gegen Erstattung der damit verbundenen Kosten logistische, sanitätsdienstliche und sonstige Unterstützung. Die Form eines solchen Antrags, der Umfang der entsprechenden Leistungen sowie die damit verbundenen finanziellen Regelungen werden in einem separaten Dokument festgelegt werden. Grundstücke und Flächen, die sich im Eigentum der Regierung der Republik Niger befinden, überlässt diese dem deutschen Militärpersonal kostenlos zur Nutzung. Wenn das deutsche Militärpersonal Arbeiten auf diesen Grundstücken und Flächen durchführt, bleiben sie nach dem Ende des Einsatzes des deutschen Militärpersonals gemäß den zwischen den beiden Ländern vereinbarten Bedingungen im Eigentum der Republik Niger. Im Übrigen ist das deutsche Militärpersonal berechtigt, die notwendigen Verträge mit Einzelpersonen oder Unternehmen in der Republik Niger unter Beachtung der geltenden Bestimmungen abzuschließen.
9. Meinungsverschiedenheiten zwischen den beiden Vertragsparteien über die Auslegung oder Umsetzung dieser Vereinbarung sind von den beiden Vertragsparteien ausschließlich durch Konsultationen oder Verhandlungen beizulegen.
10. Diese Vereinbarung kann in gegenseitigem Einvernehmen zwischen den beiden Vertragsparteien schriftlich geändert werden.
11. Diese Vereinbarung tritt außer Kraft, sobald die Vertragsparteien dies schriftlich vereinbaren.
12. Diese Vereinbarung wird in deutscher und französischer Sprache geschlossen, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Falls sich die Regierung der Republik Niger mit den unter den Nummern 1 bis 12 gemachten Vorschlägen einverstanden erklärt, werden diese Note und die das Einverständnis Ihrer Regierung zum Ausdruck bringende Antwortnote Eurer Exzellenz eine Vereinbarung zwischen unseren Regierungen bilden, die mit dem Datum Ihrer Antwortnote in Kraft tritt.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.


Dr. Bernd von Münchow-Pohl
Botschafter



THE AMBASSADOR
OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

No. Pol 321.00

Niamey, 22 July 2016

Sir,

On behalf of the Federal Republic of Germany, I have the honour to propose the following agreement concerning the status of the Bundeswehr personnel who will be stationed temporarily in the territory of the Republic of the Niger with the consent of the Government of the Republic of the Niger as part of the international community's peace efforts in the Republic of Mali:

1. The German military contingent shall be comprised of:

(a) Up to four Transall C-160 aircraft,

(b) One Airbus A310 aircraft and

(c) Up to 200 military or civilian members of the Bundeswehr - hereinafter referred to as "German military personnel".

2. The Government of the Republic of the Niger shall authorize German aircraft to land and take off in the territory of the Republic of the Niger, and to overfly the national airspace. The aircraft will be used to transport personnel and equipment, including weapons and ammunition, in support of the peace efforts undertaken by the international community in the Republic of Mali and the French operations carried out in West Africa.

3. The following provisions shall apply to the status of the German military personnel:

(a) The German military personnel shall be free to enter, exit and move within the territory of the Republic of the Niger, subject to the following:

The Government of the Republic of the Niger shall facilitate the entry into and exit from its territory of German military personnel bearing a military or professional identity card or a valid passport.

The Government of the Federal Republic of Germany shall provide the Government of the Republic of the Niger, in advance, with a list of the German military personnel who will enter the country in compliance with the relevant texts in force in the Republic of the Niger.

- The Government of the Federal Republic of Germany shall ensure that the German military personnel leave the Republic of the Niger once their mission has been completed, unless otherwise agreed with the Government of the Republic of the Niger.

(b) During their stay in the territory of the Republic of the Niger, the German military personnel shall comply with the laws and customs in force in the country and refrain from any action or activity that is incompatible with the present Agreement.

(c) Throughout their stay in the territory of the Republic of the Niger, the German military personnel shall enjoy the same privileges and immunities as are accorded to experts on mission under the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations of 13 February 1946. In particular, they shall not be liable to any form of arrest or detention. They shall specifically enjoy immunity from the criminal jurisdiction of the Republic of the Niger, unless such immunity is waived by the Federal Republic of Germany.

(d) In case of flagrant crimes or offences, the German military personnel shall prove their identity at the request of the authorities of the Niger. The authorities of the Federal Republic of Germany shall immediately be informed and shall, as soon as possible, take the necessary steps to address the situation of the German military personnel concerned. If there is a violation of the criminal law of the Republic of the Niger, the competent authorities of the Niger shall gather the evidence and provide it to the Government of the Federal Republic of Germany for possible prosecution by the German judicial authorities. The authorities of the Republic of the Niger shall receive regular updates on any judicial action taken.

(e) The provisions contained in (a) to (d) of paragraph 3 shall also apply to German nationals who, as employees of civilian companies, provide services which are exclusively for the German military contingent.

(f) The German military personnel shall be allowed to wear uniforms and bear arms and ammunition, provided that such is required for their official mission or that they have been so ordered by the German military authorities.

The Government of the Republic of the Niger and the Government of the Federal Republic of Germany shall waive any claim against the other Party for damage to property, or death or injury suffered by persons belonging to either Party, which result from the activities that are the subject of this Agreement, or from other acts or omissions for which either of the Parties is legally responsible. The preceding provisions shall not, however, apply to claims relating to intentional acts.

5. Justified third-party claims not related to activities carried out under a contract and which are the result of an act or omission committed by German military personnel in the performance of their official duties or any other act, omission or event for which the Government of the Federal Republic of Germany is legally responsible, shall be settled by the Government of the Republic of the Niger under the conditions that would apply in an equivalent case concerning the armed forces of the Republic of the Niger. The Government of the Federal Republic of Germany shall reimburse the Government of the Republic of the Niger for any compensation paid in such circumstances.

6. Materiel, equipment, ammunition, supplies and stocks for the German military personnel shall be imported and re-exported in accordance with the procedures in force in the territory of the Republic of the Niger. Goods and services purchased by or for the German military personnel in the territory of the Republic of the Niger shall be exempt from all taxes or duties, except for the statistical tax and the solidarity levies of the West African Economic and Monetary Union and the Economic Community of West African States.

7. The German military personnel shall be authorized to use equipment and machines brought into the Republic of the Niger, including vehicles that are registered in Germany, to the extent permitted by German law. The German military personnel shall be authorized to set up their own telecommunication systems free of charge using the radio frequencies assigned by the competent authorities of the Republic of the Niger. In case of mutual interference, the competent authorities of the Republic of the Niger shall take suitable corrective action.

8. The Government of the Republic of the Niger shall provide logistical, health-related and other support to the German military personnel, at their request and as they require, on a reimbursable basis. The form that such a request shall take, the extent of the services to be provided and the related financial arrangements shall be set out in a separate document.

The Government of the Republic of the Niger shall make lands and spaces it owns available for use by the German military personnel free of charge. Any structures erected on said lands and surfaces by the German military personnel shall remain the property of the Republic of the Niger

at the end of the mission of the German military personnel, according to the terms agreed upon by the two countries.

The German military personnel shall also be authorized to conclude the necessary contracts with individuals or businesses in the Republic of the Niger, in accordance with the laws in force.

9. Any dispute between the two Parties with regard to the interpretation or application of the provisions of this Agreement shall be settled exclusively by the two parties through consultations and negotiations.

10. This Agreement may be amended in writing by mutual agreement between the two Parties.

11. This Agreement shall terminate when the Parties agree thereto in writing.

12. The present Agreement is concluded in the French and German languages, both texts being equally authentic.

If the Government of the Republic of the Niger agrees with the proposals made in paragraphs 1 to 12 above, this note and your reply note expressing the agreement of your Government shall constitute an Agreement between our two Governments that shall enter into force on the date of your reply note.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

DR. BERND VON MÜNCHOW-POHL

Ambassador

II

Republic of the Niger

Ministry of Foreign Affairs, Cooperation,
African Integration and the Diaspora

Directorate-General for Legal and Consular Affairs

Directorate for Legal Affairs

Bilateral Legal Division

Niamey, 2 September 2016

No. 009035/MAE/C/IA/NE/DGAJ/C/DAJ/BIL1

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. Pol 321.00 of 22 July, which reads as follows:

[See letter I]

The foregoing proposals are acceptable to the Government of the Republic of the Niger, and the above-mentioned letter and this note shall constitute an Agreement between the Governments of Germany and the Niger. This Agreement shall come into force upon receipt of this note.

IBRAHIM YACOUBOU
Minister for Foreign Affairs, Cooperation,
African Integration and the Diaspora

The Ambassador of the Federal Republic of Germany
Niamey